

Pourquoi ne pas déménager les “cités sensibles” et les voyous dans des zones pourries ?

écrit par Maxime | 29 septembre 2023





La France est belle, la France est belle... oui et non !

Bien sûr que la France est plutôt un beau pays. Mais comme toute belle chose prise dans sa globalité, elle recèle des aspects plus ordinaires voire désagréables.

Habiter près d'une route nationale ou d'une autoroute bruyante, personne n'a envie.

Habiter près d'une ligne ferroviaire, personne n'a envie.

Habiter près d'un aéroport, personne n'a envie.

Habiter dans une zone où la géologie est dégradée, personne n'a envie.

Pourquoi n'a-t-on pas bâti les "cités" HLM dans ces zones les moins agréables du territoire ?

Objectivement, dans les villes françaises on constate que les cités HLM "sensibles" sont souvent très bien placées.

Si ces bâtiments étaient rendus au privé, ils se vendraient à prix d'or.

On raserait tout, ou l'on rénoverait. Les promoteurs immobiliers n'hésitent pas à raser des maisons magnifiques pour bâtir des résidences, dans les quartiers les plus recherchés. **Détruire une cité HLM qui sent la pisse pour construire des villas luxueuses placées dans les zones urbaines les plus attractives doit aussi pouvoir se faire.**

Les émeutes ne nous font peur que parce qu'elles ont lieu près de nous, à deux pas des centre-villes, des habitations privées, des locaux professionnels, notamment les boutiques.

Ils détruisent des abribus... parce qu'il y a des bus.

Savent pas faire du vélo, ces gens-là ?

On s'est tellement habitués à tout leur offrir sur un plateau.

Quand on va dans un pays asiatique comme le Vietnam ou la Thaïlande, on voit dans les rues des milliers d'habitants qui se déplacent en vélo.

Parfois plusieurs sur un même vélo, j'ai même vu il y a 20 ans quand j'y suis allé un homme qui déménageait une armoire sur son vélo.

Eh bien nos zoulous à nous ont aussi vocation à se déplacer ainsi et vivre là où ça coûte moins cher puisqu'on leur offre le loyer pas cher et payé avec des aides sociales et des revenus non déclarés...

Si on déménageait les immeubles et avec eux ceux des habitants qui sont connus, repérés, identifiés pour casser, salir, détruire, menacer, empêcher le vivre ensemble ? Tout le monde les connaît, forcément.

Finis le bus, finies les agressions de chauffeurs de bus.

Finis le métro, le RER etc.

Le fait est que quand on prend le train, on voit souvent des habitations même récentes construites en bord de voie ferrée.

Quand on n'a pas le droit à toutes ces aides, parce qu'on a un emploi, parce qu'on est honnête, qu'on désire vivre en pavillon, parfois avec la pression immobilière certains de nos concitoyens en arrivent à acheter un terrain avec des désagréments importants pour faire bâtir dans leur budget.

Beaucoup aussi se sont trouvés pris au piège lorsqu'une autoroute s'est construite à proximité de leur pavillon construit, à l'époque, au milieu des champs...

Les collectivités publiques, les organismes de HLM ont besoin d'argent. La dette publique explose. Il serait temps de valoriser la propriété du sol où sont bâties ces cités pour des programmes immobiliers rentables.

Voilà une bonne façon de reconquérir la Seine-Saint-Denis par exemple, qui est un véritable gâchis.

Le gouvernement n'a aucun scrupule à imposer aux citoyens ordinaires des sacrifices énormes au nom de la "dette publique". Serrez-vous la ceinture, encore un peu plus, courbez l'échine...

Et pourquoi donc nos petits protégés n'iraient-ils pas rejoindre des bâtiments flambants neufs construits près d'un aéroport plutôt qu'à deux pas de la capitale ?

La façon la plus diplomatique de les déloger serait de résilier le bail en raison de la privatisation du parc immobilier des organismes HLM. Il nous faut un grand programme de privatisation justifié par la dette publique.

On leur construirait de nouveaux logements collectifs dans des endroits pourris en contrepartie, en faisant valoir que l'Etat n'a plus les moyens de les loger dans des endroits où l'immobilier vaut de l'or.

Ils ne pourraient pas dire qu'ils sont expulsés, ils seraient relogés.

Puisque de toute façon, la "politique de la ville" coûte déjà des milliards, les rénovations sont déjà nombreuses, qu'a-t-on à perdre à ce stade ?

Ils seraient dans une cité de non droit, comme actuellement, ils pourraient faire leurs petits trafics tranquilles, mais au moins pour le reste de la population leur présence ne serait plus quotidienne, ils seraient un peu éloignés de nous et qui sait, à force de vivre là-dedans ils auraient peut-être envie de repartir chez eux.

Car au fond, ce qui leur plaît chez nous, c'est aussi la proximité immédiate de toutes les commodités.

On ne leur déclarerait pas la guerre, on les relogerait dans des zones à moindre tension immobilière, pour l'amélioration de nos finances publiques et dans des bâtiments tout neufs. Ils n'auraient pas à se plaindre.

Ne serait-ce pas là une remigration douce ?